



100% RÉUSSITE

CAPIES

LICENCE

Le XX^e siècle

Guerres mondiales,
totalitarismes, génocides,
guerre froide, décolonisation

**Cours
Fiches
Méthodes
Sujets corrigés**

Yannick Clavé
Sabrina Tricaud



Avant-propos

Une collection inédite pour un nouveau CAPES d'histoire et de géographie

Le CAPES (enseignement public)-CAFEP (enseignement privé sous contrat) est désormais placé en fin de licence, au niveau du bac +3. C'est un changement de taille, certes, mais ce n'est pas une nouveauté car, depuis sa création en 1950, le concours a été placé plus fréquemment à ce niveau-là qu'à celui du bac +4 ou du bac +5. Le changement concerne aussi les CAPLP, notamment de lettres-histoire.

Mais un autre bouleversement concerne plus spécifiquement nos disciplines. Le CAPES (et le CAPLP) repose désormais sur un programme fixe, donc identique d'une année sur l'autre, constitué de questions larges adossées directement aux programmes scolaires du collège et du lycée. C'est un véritable changement de paradigme. Certes, la plupart des autres disciplines étaient déjà alignées sur ce système, mais l'histoire et la géographie avaient l'habitude de fonctionner avec des programmes spécialisés qui changeaient tous les deux ans en moyenne (comme pour les agrégations externes). Ces programmes étaient devenus obsolètes, trop spécialisés, trop liés à des querelles universitaires d'un autre âge et bien trop éloignés des réalités de l'enseignement scolaire. Le CAPES repose désormais sur seize questions, qui concernent les grands fondamentaux enseignés dans le premier cycle universitaire (licence, CPGE) et présents dans l'ensemble des programmes du collège et du lycée : huit en histoire (à raison de deux par période) et huit en géographie. Le CAPLP, quant à lui, repose sur huit questions (quatre en histoire et quatre en géographie), communes avec celles du CAPES : cela facilitera incontestablement la tâche aux candidats qui souhaitent présenter les deux concours.

Fidèle à sa tradition d'accompagnement des candidats dans leur préparation aux concours, la maison d'édition Ellipses propose cette collection totalement inédite. Celle-ci est la seule qui, non seulement, couvre l'ensemble des seize questions du programme, mais présente aussi une méthodologie complète des

épreuves écrites et orales avec de nombreux sujets et corrigés. Grâce à l'expérience et à l'expertise des auteurs, que je tiens ici à chaleureusement remercier, les candidats disposent d'ouvrages de référence qui leur apporteront une aide décisive dans la réussite au concours. Dix ouvrages portant sur les seize thèmes sont d'ores et déjà publiés, auxquels s'ajoute un ouvrage pour préparer l'épreuve orale de l'entretien professionnel avec le jury. D'autres titres viendront très prochainement compléter la collection.

Cette collection prend également en compte la spécificité du CAPLP lettres-histoire, pour accompagner les candidats qui se destinent à l'enseignement en lycée professionnel. Ils trouveront ainsi des sujets spécifiques aux épreuves de leur concours.

Je tiens à remercier les éditions Ellipses pour leur confiance sans cesse renouvelée, en particulier leur directeur général Briec Bénézet et la directrice éditoriale en charge de l'histoire-géographie Manon Savoye.

Au nom de tous les auteurs de la collection, j'adresse mes vœux de pleine réussite à l'ensemble des candidates et des candidats au CAPES-CAFEP d'histoire et de géographie et au CAPLP de lettres-histoire.

Yannick Clavé
Directeur de la collection

Le point sur les programmes officiels

Le programme officiel du CAPES-CAFEP d'histoire-géographie

(publié le 7 mai 2025)

Le programme a été établi en fonction des principaux enseignements dispensés en licence et des principaux enseignements présents dans tous les programmes d'histoire et de géographie du secondaire. Il reste identique d'une année sur l'autre.

■ Histoire : huit questions

▶ Histoire ancienne

- ✦ 1. La Grèce classique
- ✦ 2. Rome : République et Empire

▶ Histoire médiévale

- ✦ 3. Contacts et conflits en Méditerranée, VI^e-XIII^e siècles
- ✦ 4. Société, Église et pouvoir politique dans l'Occident médiéval, XI^e-XV^e siècles

▶ Histoire moderne

- ✦ 5. Première mondialisation, Renaissance, humanisme et réformes, XV^e-XVII^e siècles
- ✦ 6. L'Europe du XVIII^e siècle, Révolution française et Empire

▶ Histoire contemporaine

- ✦ 7. Le XIX^e siècle français : économie, société et politique, métropole et colonies (1815-1914)
- ✦ 8. Le XX^e siècle : guerres mondiales, totalitarismes, génocides, guerre froide, décolonisation

▪ **Géographie : huit questions**

- ✦ 1. Géographie de la population : démographie, distribution spatiale
- ✦ 2. Géographie de la mondialisation : acteurs, territoires, maritimisation, flux
- ✦ 3. Géographie de l'environnement : milieux, ressources, risques
- ✦ 4. Géographie de la France
- ✦ 5. Géographie de l'Union européenne
- ✦ 6. Géopolitique : frontières, conflits
- ✦ 7. Géographie urbaine : populations, dynamiques, activités
- ✦ 8. Géographie rurale : populations, dynamiques, activités

Le programme officiel d'histoire-géographie du CAPLP de lettres-histoire

(publié le 18 juillet 2025)

Le programme d'histoire et de géographie du concours fait l'objet d'une publication sur le site internet du ministère chargé de l'Éducation nationale.

Les questions sont communes avec celles du CAPES.

▪ **Histoire : quatre questions**

▶ Temps modernes

- ✦ 1. Première mondialisation, Renaissance, humanisme et réformes, xv^e-xvii^e siècles
- ✦ 2. L'Europe du xviii^e siècle, Révolution française et Empire

▶ Temps contemporains

- ✦ 3. Le xix^e siècle français (économie, société et politique, métropole et colonies) et l'entrée progressive en démocratie, 1815-1914
- ✦ 4. Le xx^e siècle : guerres mondiales, totalitarismes, génocides, guerre froide, décolonisation

▪ **Géographie : quatre questions**

- ✦ 1. Géographie de la mondialisation : acteurs, territoires, maritimisation, flux
- ✦ 2. Géographie de l'environnement : milieux, ressources, risques
- ✦ 3. Géographie de la France
- ✦ 4. Géographie de l'Union européenne

La structure du CAPES-CAFEP d'histoire-géographie

Référence réglementaire : arrêté du 17 avril 2025 (JORF n° 0094 du 19 avril 2025).

Les deux épreuves écrites : l'admissibilité			
1. Composition		2. Analyse de documents	
Lorsque la première épreuve d'admissibilité porte sur l' histoire , la seconde porte sur la géographie , et inversement. Ce choix du jury est connu lors de la première épreuve.			
Durée : 5 heures	Coefficient 2,5	Durée : 5 heures	Coefficient 2,5
Épreuve notée sur 20	Note égale ou inférieure à 05 éliminatoire	Épreuve notée sur 20	Note égale ou inférieure à 05 éliminatoire
Choix entre deux sujets.		Un sujet unique (trois à cinq documents).	
Une production graphique, croquis ou schéma, est obligatoire en géographie. Elle est attendue à partir d'un fond de carte fourni en annexe ou au choix du candidat.			
Il est attendu une composition (ou dissertation) selon les règles académiques habituelles.		Il est attendu un commentaire des documents selon les règles académiques habituelles.	
Total des coefficients de l'admissibilité : 5			
Les deux épreuves orales : l'admission			
1. Exposé disciplinaire		2. Entretien professionnel avec le jury	
En histoire ou en géographie par tirage au sort effectué par le candidat.		Épreuve commune à l'ensemble des CAPES, portant sur la motivation du candidat, son parcours et sa connaissance du système éducatif et des principes et valeurs de la République.	
Des documents sont fournis en appui du sujet pour aider la construction de la réflexion ou la présentation du propos.		Épreuve notée sur 20	Note 00 éliminatoire
		Coefficient 3	
Épreuve notée sur 20	Note 00 éliminatoire	Pas de temps de préparation	
Coefficient 5		Durée : 35 minutes	
		Le candidat se présente (5 minutes)	Entretien avec le jury (10 minutes) Connaissance du système éducatif et des valeurs de la République (20 minutes)
Durée de la préparation : 4 heures			
Durée de l'épreuve : 1 heure			
Exposé : 20 minutes	Entretien avec le jury : 40 minutes (ensemble du programme)		
Total des coefficients de l'admission : 8			

La structure du CAPLP de lettres – histoire et géographie

Référence réglementaire : arrêté du 17 avril 2025 (JORF n° 0094 du 19 avril 2025).

Les deux épreuves écrites : l'admissibilité			
Durée : 5 heures	Coefficient 2,5	Durée : 5 heures	Coefficient 2,5
Épreuve notée sur 20	Note égale ou inférieure à 05 éliminatoire	Épreuve notée sur 20	Note égale ou inférieure à 05 éliminatoire
Travail sur un corpus composé de plusieurs textes littéraires		Dissertation. Choix entre deux sujets : l'un en histoire, l'autre en géographie	
1. Épreuve disciplinaire de lettres		2. Épreuve disciplinaire d'histoire et de géographie	
		Une production graphique, croquis ou schéma, est obligatoire en géographie. Elle est attendue à partir d'un fond de carte fourni en annexe ou au choix du candidat.	

Total des coefficients de l'admissibilité : 5

Les deux épreuves orales : l'admission				
1. Épreuve disciplinaire		2. Entretien professionnel avec le jury		
Un dossier documentaire en deux parties		Épreuve commune à l'ensemble des CAPES, portant sur la motivation du candidat, son parcours et sa connaissance du système éducatif et des principes et valeurs de la République.		
Partie majeure* : <ul style="list-style-type: none">• En histoire-géographie : un ou deux documents avec une consigne générale.• En lettres : un texte littéraire et une image.	Partie mineure (ou complémentaire)* : <ul style="list-style-type: none">• En histoire-géographie : un document avec une question.• En lettres : un texte littéraire avec une question.			
Épreuve notée sur 20		Épreuve notée sur 20	Note 00 éliminatoire	
13 points pour la discipline majeure	7 points pour la discipline mineure	Coefficient 3		
Note 00 éliminatoire	Coefficient 5	Pas de temps de préparation		
Durée de la préparation : 3 heures		Durée : 35 minutes		
Durée de l'épreuve : 1 heure				
Discipline majeure : 40 minutes <ul style="list-style-type: none">• Exposé : 20 minutes• Entretien : 20 minutes	Discipline mineure : 20 minutes <ul style="list-style-type: none">• Exposé : 10 minutes• Entretien : 10 minutes	Le candidat se présente (5 minutes)	Entretien avec le jury (10 minutes)	Connaissance du système éducatif et des valeurs de la République (20 minutes)

Total des coefficients de l'admission : 8

* Choix fait au moment de l'inscription au concours : « Le candidat choisit au moment de l'inscription la discipline (lettres ou histoire-géographie) qui fait l'objet de l'évaluation la plus approfondie. Cette discipline est qualifiée de "majeure", l'autre de "mineure" ».

Première partie

Apprendre : les chapitres de cours

Introduction

En 1994, l'historien britannique Éric Hobsbawm publie *L'Âge des extrêmes, histoire du court vingtième siècle (1914-1991)*. L'ouvrage évoque les deux guerres mondiales, les totalitarismes, les génocides, la guerre froide et la décolonisation. Ce découpage chronologique s'est imposé tant la Première Guerre mondiale marque une rupture dans les équilibres issus du XIX^e siècle. À l'issue du conflit, l'Europe est ruinée, quatre empires disparaissent (empires allemand, russe, ottoman, austro-hongrois) et les États-Unis deviennent la première puissance mondiale. L'histoire du court vingtième siècle est celle de la fin d'un monde dominé par l'Europe. Elle est aussi marquée par des crimes de guerre et une violence de masse contre les populations civiles sans précédent. C'est également le siècle des connexions transnationales, tant les différents processus sont liés les uns aux autres et mettent en contact une pluralité d'acteurs au sein de sociétés qui se transforment et qui sont capables de se mobiliser.

Après la Première Guerre mondiale, les années 1920 sont une période de croissance économique en Europe et aux États-Unis, marquée par l'effervescence culturelle et artistique : ce sont les « années folles ». Les vainqueurs du conflit ont tenté de reconstruire un nouvel ordre mondial reposant sur l'arbitrage et la sécurité collective à travers la Société des nations (SDN). Le pacifisme semble triompher au milieu de la décennie. Cependant, les sociétés européennes sortent malades de la guerre et un retour à la situation *ante bellum* est impossible. De nouveaux modèles politiques émergent : à l'Est, la Russie devient l'Union des républiques socialistes soviétique (URSS) en 1922, un régime communiste qui cherche à propager la révolution bolchevique communiste à l'échelle mondiale. Le fascisme italien et le nazisme allemand naissent dans les années 1920 et développent une pensée nationaliste, anticomuniste, antidémocratique et antilibérale. Si Mussolini arrive au pouvoir dès 1922 en Italie et Staline en 1927 en URSS, Hitler devient chancelier en 1933. Nazisme, fascisme, stalinisme sont des régimes totalitaires, antithèses des valeurs portées par les démocraties libérales. Ailleurs en Europe, des dictatures ou des régimes autoritaires se multiplient dans les années 1930. La crise économique de 1929 devient une crise mondiale et globale qui freine la mondialisation des échanges. De nombreux États adoptent des politiques protectionnistes, les puissances impériales se replient sur leurs empires et les gouvernements peinent à trouver des solutions pour lutter contre les conséquences sociales de la crise. L'intervention de l'État dans l'économie

se généralise, y compris dans les démocraties libérales. Le nationalisme, le bellicisme et la volonté expansionniste des régimes totalitaires, couplés à la crise des démocraties, entraînent la faillite de la paix.

La Seconde Guerre mondiale commence en 1937 en Asie, lorsque le Japon attaque la Chine. En Europe, elle débute en septembre 1939 lorsqu'Hitler envahit la Pologne, de même que l'URSS, en vertu du pacte germano-soviétique. Le conflit devient véritablement mondial en 1941, avec l'entrée en guerre des États-Unis après que le Japon a attaqué la base américaine de Pearl Harbor. En juin 1941, l'Allemagne nazie lance l'invasion de l'URSS qui bascule dans le camp des Alliés. Guerre totale, elle franchit un nouveau seuil dans les crimes de masse : le régime nazi, avec le soutien d'États collaborateurs, organise l'extermination à grande échelle des populations juives d'Europe. En Asie, le Japon massacre des centaines de milliers des civils. La victoire des Alliés en 1945 est rendue possible par la supériorité matérielle de leurs ressources et par leur mobilisation totale. La fin du conflit voit la naissance d'une nouvelle arme de destruction massive : la bombe nucléaire, utilisée pour la première fois par les États-Unis contre le Japon.

En 1945, tandis que l'Europe et le Japon sont un champ de ruines, deux superpuissances se font face : l'URSS de Staline, qui, malgré le plus lourd tribut payé pour la victoire alliée avec 22 millions de morts, occupe une large partie de l'Europe ; les États-Unis, qui ont le monopole de l'arme atomique. Le rêve wilsonien, poursuivi par Roosevelt, de bâtir un ordre mondial fondé sur la sécurité collective garantie par les grandes puissances victorieuses, fait rapidement place à un affrontement planétaire entre l'Union soviétique et les États-Unis. Certes une nouvelle organisation internationale pour la paix est créée, l'Organisation des Nations unies, mais elle est rapidement paralysée par l'antagonisme américano-soviétique. Une nouvelle période de l'histoire des relations internationales s'ouvre alors : la guerre froide.

De 1947 à 1991, le monde est divisé en deux blocs : d'un côté le bloc occidental, dirigé par les États-Unis, qui promeut la démocratie libérale et le capitalisme ; de l'autre, le bloc soviétique, sous la conduite de l'URSS qui contrôle les « démocraties populaires » d'Europe de l'Est. Ce sont deux régimes politiques, deux systèmes économiques, deux modes de vie et de pensée, deux puissances qui s'affrontent à l'échelle planétaire dans de crises politico-militaires qui demeurent sous le seuil nucléaire comme à Cuba en 1962. L'arme nucléaire devient un outil de dissuasion tandis que des guerres conventionnelles opposent, en Asie, en Afrique, en Amérique latine, des forces communistes et non-communistes. Les premières sont soutenues par les Soviétiques, les secondes par les Américains (guerre du Vietnam, guérillas

latino-américaines, guerres de décolonisation en Afrique). L'Europe est au cœur de cette bipolarisation du monde, en particulier l'Allemagne, divisée par le « rideau de fer » et par le mur de Berlin, frontière de la guerre froide au cœur de l'ancienne capitale du Reich. L'Europe de l'Ouest se lance quant à elle dans la construction européenne au début des années 1950, tandis que l'Europe de l'Est vit sous la tutelle pesante de Moscou qui contrôle la vie politique, économique et sociale de ses « démocraties populaires ». Toutes les régions du monde sont rattrapées par la logique de guerre froide. Le Moyen-Orient voit ainsi son caractère stratégique renforcé, avec parfois des répercussions mondiales (chocs pétroliers de 1973 et 1979).

Dans les années 1970, la logique de guerre froide est de plus en plus contestée par l'émergence de nouveaux acteurs géopolitiques. La décolonisation de l'Afrique et de l'Asie qui s'est principalement déroulée dans les années 1950 et 1960 a fait naître une troisième voie, le « tiers-monde », qui affirme sa volonté de ne pas s'aligner sur les deux blocs. Il conteste également les inégalités entre les pays riches et les pays pauvres. Aux États-Unis et en Europe Occidentale, l'impérialisme américain est de plus en plus dénoncé par une jeunesse qui critique la croissance et le consumérisme des sociétés occidentales des « Trente Glorieuses ». À l'Est, l'URSS intervient à plusieurs reprises, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, pour réprimer les révoltes et aspirations démocratiques des sociétés d'Europe centrale et orientale. La guerre froide s'achève entre 1989 et 1991. Les contestations internes au bloc de l'Est et les réformes engagées par le nouveau dirigeant de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, conduisent les peuples d'Europe de l'Est à se soulever. Le mur de Berlin est ouvert en novembre 1989 et il est suivi de la chute des « démocraties populaires », puis de celle de l'URSS en 1991. Les années 1980 sont aussi celles du triomphe du néo-libéralisme partout en Occident et au sein des institutions internationales qui les imposent à leur tour à nombre de pays du tiers-monde.

La fin de la guerre froide ne signifie pourtant pas la pacification du monde. Certes, l'ONU redevient un acteur important des relations internationales, mais elle ne parvient pas à empêcher la multiplication des conflits comme en témoignent les guerres asymétriques, la mondialisation du terrorisme (attentats du 11 septembre 2001), les génocides (Rwanda en 1994) ou la cristallisation des affrontements au Moyen-Orient. De nouveaux enjeux, tant géopolitiques que migratoires ou encore climatiques et environnementaux, exigent une gouvernance mondiale repensée.

Chapitre 1

La Première Guerre mondiale, une guerre totale

L'essentiel à retenir

- La Première Guerre mondiale débute en Europe à l'été 1914. Elle devient progressivement mondiale avec la mobilisation des empires coloniaux et l'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917.
- Elle est qualifiée de « guerre totale » car elle franchit un seuil dans la violence des combats et le degré de mobilisation imposée aux sociétés civiles, à leurs économies, à leurs ressources.
- L'Allemagne signe l'armistice le 11 novembre 1918, mais la paix reste à construire. Celle-ci est négociée par les vainqueurs. Les traités de paix modifient profondément la carte de l'Europe et du Moyen-Orient. Les anciens Alliés espèrent instaurer un nouvel ordre mondial pacifique grâce à la création de la Société des nations.
- De nouveaux équilibres internationaux apparaissent : les États-Unis sont la première puissance mondiale. L'empire russe a été renversé et les bolcheviks ont pris le pouvoir, l'empire ottoman n'existe plus. De nombreux conflits localisés éclatent : la sortie de guerre s'étale sur plusieurs années.

Dates clefs

- **28 juin 1914** : assassinat de l'archiduc héritier du trône d'Autriche à Sarajevo
- **31 juillet 1914** : assassinat de Jaurès
- **3 août 1914** : l'Allemagne déclare la guerre à la France et envahit la Belgique
- **Mai 1915** : entrée en guerre de l'Italie aux côtés des Alliés
- **Février-décembre 1916** : bataille de Verdun
- **Avril 1917** : entrée en guerre des États-Unis aux côtés des Alliés
- **24-25 octobre 1917** : révolution bolchevique en Russie
- **3 mars 1918** : paix de Brest-Litovsk
- **11 novembre 1918** : signature de l'armistice à Rethondes
- **28 juin 1919** : signature du Traité de Versailles

Principaux acteurs

- LÉNINE, alias Vladimir Ilitch Oulianov (1870-1924)
- CLEMENCEAU, Georges (1841-1929)
- JOFFRE, Joseph (1852-1931)
- PÉTAIN, Philippe (1856-1951)
- WILSON, Woodrow (1856-1924)
- GUILLAUME II, Friedrich Wilhelm von Hohenzollern (1859-1941)
- HINDENBURG, Paul von (1847-1934)
- KEMAL, Mustapha dit Atatürk (1881-1938).

Mise au point historiographique

■ Le concept de « guerre totale »

Fin 1914-début 1915, la guerre est progressivement dénommée « Grande Guerre » par les Français, les Britanniques et les Allemands. Elle apparaît aux contemporains comme une expérience inédite de la guerre, une guerre dite « totale ». L'origine du concept est discutée, mais il se diffuse essentiellement après la Première Guerre mondiale. En France, c'est le titre d'un essai de Léon Daudet publié en 1918. La notion est théorisée durant les années 1930 par les Allemands Ernest Jünger (*La Mobilisation totale*, 1930) et Erich Ludendorff (*Der Totale Krieg*, 1935). Elle signifie un effort de guerre sans précédent, qui mobilise toute l'économie et toutes les énergies humaines et industrielles. Goebbels l'a reprise dans un discours en 1943.

Les historiens ont également fait usage du terme, notamment Stéphane Audoin-Rouzeau (*14-18. Retrouver la guerre*, avec Annette Becker, 2000) ou l'Américain George L. Mosse (*De la Grande Guerre au totalitarisme : la brutalisation des sociétés européennes*, 1991) en lui donnant une dimension anthropologique : la violence guerrière se transfère à l'ensemble de la société qui est « brutalisée » dans son ensemble. Nicolas Beaupré (*Les Grandes guerres. 1914-1945*, 2014) préfère parler de « dynamique de totalisation », idée moins statique que celle de guerre totale. La notion est en effet réductrice et critiquée, bien que tous s'accordent à dire qu'elle souligne l'implication « totale » des sociétés civiles dans les conflits, et surtout les processus de violence de masse qui touchent les civils des deux sexes au cours des deux guerres mondiales.

Introduction

« Nous autres, civilisations,
nous savons maintenant
que nous sommes mortelles. [...] »

Paul VALÉRY, « Première lettre, la crise de l'esprit »,
La Nouvelle revue française, 1^{er} août 1919.

La Première Guerre mondiale commence à l'été 1914 en Europe et s'achève le 11 novembre 1918 après s'être étendue à l'échelle mondiale au cours des années 1915-1917. Les contemporains la qualifient de « **Grande guerre** » et les historiens parlent de « **guerre totale** ». Elle concerne progressivement tous les espaces du globe, toutes les strates des sociétés, et se caractérise par une violence de masse inédite.

En 1913, le monde est dominé politiquement, économiquement, et culturellement par les grandes puissances de l'Europe occidentale. Elle polarise les flux de la mondialisation qui s'accélère depuis la fin du XIX^e siècle et contrôle hommes et ressources de vastes empires coloniaux en Afrique et en Asie. **La Première Guerre mondiale bouleverse profondément ces équilibres** : au sortir du conflit, les États-Unis, engagés aux côtés des Alliés à partir de 1917, s'imposent comme la première puissance mondiale. À l'est, la chute du régime tsariste en Russie puis la révolution bolchevique donnent naissance à une nouvelle puissance, l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS). L'empire ottoman disparaît.

Les traités de paix redessinent les cartes du continent européen, du Proche et du Moyen-Orient, et tentent de fonder **un nouvel ordre international** autour de la Société des nations (SDN). Mais les négociations de paix créent de nombreuses frustrations chez les vaincus. Des affrontements violents éclatent dès la fin de la guerre. Entre 1917 et 1923, on recense 27 conflits en Europe dont la guerre soviéto-polonaise (1919-1921) ou gréco-turque (1919-1922). Pour désigner la complexité du passage de l'état de guerre à l'état de paix, les historiens utilisent depuis les années 2000 la notion de « **sortie de guerre** », préférée à celle d'après-guerre. Cette période de transition au cours de laquelle il faut démobiliser, restaurer les libertés publiques, reconstruire, panser les plaies, est longue, à tel point que Bruno Cabanes parle d'une « interminable sortie de guerre » à propos de la Première Guerre mondiale.

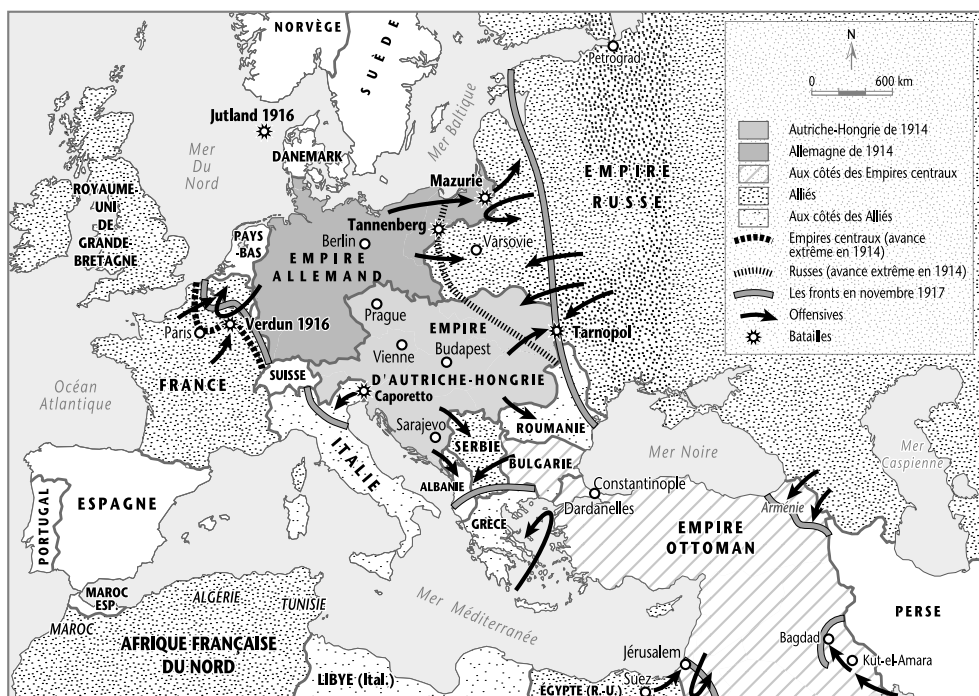
Problématique du chapitre

Comment la Première Guerre mondiale a-t-elle conduit à une mobilisation sans précédent des ressources et des hommes, brutalisé les sociétés, et bouleversé les équilibres internationaux ?

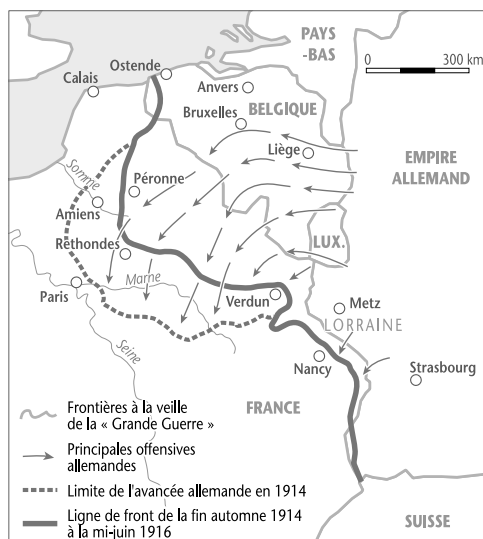
I. D'une guerre européenne à une guerre mondiale

Problématique

► Quelles caractéristiques font de la Première Guerre mondiale une guerre totale ?



La Première Guerre mondiale : les fronts de 1914 à 1917



Le front occidental en 1914

A. Une guerre entre puissances européennes

1) L'entrée en guerre

Le déclenchement de la guerre tient à la situation très tendue dans les Balkans où plusieurs guerres se sont déroulées depuis 1911. **Le 28 juin 1914, l'Archiduc François-Ferdinand, prince héritier du trône d'Autriche-Hongrie, est assassiné à Sarajevo** par un nationaliste serbe. L'Autriche accuse immédiatement la Serbie et lui adresse un ultimatum après avoir obtenu le soutien de l'Allemagne. Ce sont les alliances diplomatiques et militaires conclues depuis la fin du XIX^e siècle qui expliquent l'engagement des puissances européennes dans le conflit. Deux systèmes d'alliances s'opposent : la **Triple Entente**, qui unit la France, l'empire russe et le Royaume-Uni d'une part ; la Triple Alliance (**Triple**) qui rassemble l'Allemagne, l'empire austro-hongrois et l'Italie d'autre part.

Le mois de juillet 1914 est rempli d'une intense activité diplomatique. La guerre n'avait rien d'inéluctable. Le leader de la SFIO, **Jean Jaurès**, multiplie les interventions auprès du mouvement ouvrier allemand pour déclencher une grève générale afin d'empêcher la guerre. Mais son projet échoue et il est assassiné le 31 juillet 1914 par Raoul Villain. Trois jours plus tôt, l'Autriche a déclaré la guerre à la Serbie. La Russie mobilise, décidée à soutenir les Serbes. Le 1^{er} août, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie et la France proclame à son tour sa mobilisation générale. Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France et envahit la Belgique. Le lendemain, l'Angleterre entre en guerre contre l'Allemagne. L'invasion de la Belgique par l'armée allemande justifie la neutralité italienne (l'Italie s'était engagée à rester neutre auprès des Alliés si l'Allemagne était l'agresseur).

2) D'une guerre de mouvement à une guerre de position

Au début du conflit, l'ensemble des belligérants pense que la guerre sera courte et que tout le monde sera rentré pour Noël. Le plan allemand (**plan Schlieffen**) prévoit d'écraser la France en quelques semaines pour se retourner ensuite contre la Russie. La stratégie française est offensive (plan XVII du **général Joffre**) et vise à déployer rapidement l'essentiel des armées françaises dans le nord-est de la France pour couper l'armée allemande en deux. Or dès août 1914, le plan français échoue devant la puissance de feu allemande. Après l'invasion de la Belgique, les Allemands envahissent le nord de la France. Les Français lancent une contre-offensive (bataille de la Marne du 6 au 13 septembre 1914, avec l'aide des célèbres taxis parisiens) à l'issue de laquelle les Allemands sont contraints de reculer jusque dans l'Aisne.

Faute de pouvoir enfoncer le front, les deux adversaires tentent alors de se déborder par l'ouest : c'est la « **cOURSE à la mer** » (septembre-novembre 1914). Fin 1914, la ligne de front s'étale de la mer du Nord à la Suisse et les deux armées s'enterrent dans des tranchées. **La guerre de mouvement a échoué et commence la guerre de position.** Elle dure quatre années.

Q ZOOM • Lieu

Verdun, symbole de la guerre de position

Le 21 février 1916, les Allemands lancent un déluge de feu sur le secteur de Verdun, dans la Meuse et tentent de percer le front. Mais les Français tiennent bon, malgré la perte du fort de Douaumont. L'affrontement dure jusqu'à mi-décembre et s'achève par une victoire française mais au prix d'immenses pertes : 160 000 soldats français et 140 000 Allemands sont tués, 200 000 blessés de part et d'autre sur une bande de 35 kilomètres. 53 millions d'obus ont été tirés, dont 20 millions par les Français. L'espérance de vie d'un soldat à Verdun est estimée à 15 jours. Le général Philippe Pétain y organise une rotation des combattants, s'assure de l'approvisionnement des troupes et de l'évacuation des blessés le long de la « voie sacrée » (selon l'expression de Maurice Barrès). Il devient aux yeux de poilus et des Français le « vainqueur de Verdun ». Verdun incarne dès la fin du conflit les horreurs de la guerre de position, industrielle, mortelle. L'ossuaire de Douaumont est construit à partir de 1920 et inauguré en 1932. Un mémorial, ouvert en 1967, perpétue cette mémoire. C'est à Verdun que le président Mitterrand et le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl se recueillent en se donnant la main en 1984, consacrant la réconciliation franco-allemande.

3) L'extension des fronts et des belligérants

Cependant, la France n'est pas le seul théâtre des opérations militaires. Fin août 1914, les Russes sont défaits par les Allemands à Tannenberg grâce à l'action du général Hindenburg. Le 1^{er} novembre, **l'Empire ottoman entre en guerre aux côtés de la Triplice**. Cela ouvre un second front dans les Balkans et en Orient, autour du détroit des Dardanelles où s'affrontent les Alliés et les empires centraux, soutenus par la Bulgarie (bataille de Gallipoli d'avril 1915 à

janvier 1916 qui s'achève par le retrait des forces alliées). Les puissances de l'Entente réussissent à obtenir l'engagement de l'Italie à leurs côtés en mai 1915, en échange de la promesse d'annexions au détriment de l'Autriche-Hongrie et de l'empire ottoman (le Trentin, l'Istrie, la Dalmatie).

En Extrême Orient, le Japon rejoint la Triple Entente et attaque les possessions allemandes du Pacifique (îles Marshall, Carolines, Mariannes). La guerre gagne l'Afrique par le biais des empires coloniaux : les Français et les Britanniques s'emparent des colonies allemandes (Togo, Cameroun). **Au Moyen Orient, les Anglais lancent des offensives contre les possessions ottomanes de Mésopotamie et de Palestine.** La Grande-Bretagne occupe Jérusalem en 1917 et contrôle progressivement les territoires arabes de l'empire ottoman.

B. La mondialisation du conflit

1) L'entrée en guerre des États-Unis

Mais c'est avec l'entrée en guerre des États-Unis que la guerre devient véritablement mondiale, ceux-ci entraînant la plupart des pays d'Amérique centrale et latine dans leur sillage. La puissance américaine, qui s'est déclarée neutre à l'été 1914, soutient la cause alliée depuis le début du conflit par l'exportation de munitions, de denrées agricoles et par des prêts. Les Allemands ont attaqué à plusieurs reprises les navires marchands traversant l'Atlantique (torpillage du *Lusitania* en 1915). En mars 1917, des bateaux américains sont à nouveau coulés par des sous-marins allemands. En outre, les Britanniques révèlent le « télégramme Zimmerman », du nom du ministre allemand des Affaires étrangères. L'Allemagne y propose au Mexique une alliance contre les États-Unis et de l'aider à recouvrer le Texas, le Nouveau-Mexique, et l'Arizona. Le 2 avril 1917, **le Président Woodrow Wilson propose au Congrès de déclarer la guerre à l'Allemagne** : « Le droit est plus précieux que la paix ».

Les États-Unis ont joué un rôle décisif dans la victoire alliée. Ils ont œuvré de manière efficace au blocus contre l'Allemagne et inversement, à faire échouer le blocus allemand contre l'Angleterre. Ils ont **largement financé la guerre des Alliés**. En termes militaires, les forces américaines ont contribué à l'échec de la grande offensive allemande du printemps 1918. À partir de l'été 1918, les « *Sammies* » (soldats de l'oncle Sam) donnent la supériorité numérique sur le terrain aux Alliés. Le 11 novembre 1918, 2 millions d'Américains se trouvent en France dont un million sur le front.

2) Les révolutions russes

La Première Guerre mondiale emporte le régime autocratique du tsar Nicolas II. **Une première révolution débute à Petrograd** (Saint-Pétersbourg, capitale de la Russie) **en février 1917**. Il s'agit initialement d'émeutes de la faim et de grèves, mais en quelques jours, elle se transforme en révolution lorsque les soldats refusent de réprimer les manifestations et fraternisent avec les grévistes. Des **soviets**, conseils formés de délégués ouvriers et de soldats, se constituent dans toute la Russie, en même temps que des députés libéraux de la Douma forment un gouvernement provisoire, reconnu par les Alliés. Le 2 mars, le tsar abdique.

En avril, Lénine rentre en Russie et ses partisans, **les bolcheviks**, réclament que tout le pouvoir soit confié aux soviets. Les bolcheviks s'imposent à l'issue de la **Révolution d'octobre**.

Q ZOOM • Événement

La révolution d'octobre 1917 en Russie

La révolution d'octobre 1917 est conduite par les bolcheviks et leur chef Lénine. Le terme désigne littéralement les « majoritaires » du parti ouvrier social-démocrate de Russie, l'aile droite étant dénommée minoritaire (les mencheviks). Le parti bolchevique, devenu indépendant en 1912, se renomme Parti communiste à partir de 1918. Il est considéré par Lénine comme l'avant-garde du prolétariat, composée de révolutionnaires professionnels qui doivent prendre le pouvoir pour faire triompher le socialisme.

Dans la nuit du 24 au 25 octobre 1917, après s'être emparés des postes clés de Petrograd, les bolcheviks réussissent à pénétrer dans le palais d'Hiver où siège le gouvernement provisoire qui est destitué. Le pouvoir est transféré à un Conseil des Commissaires du peuple, présidé par Lénine, et au parti bolchevik, qui élimine progressivement tous ses opposants, y compris les mencheviks.

Le premier acte du nouveau gouvernement bolchevique est **le décret sur la paix**, un appel lancé aux belligérants pour l'établissement d'« une paix sans annexion ni indemnité ». **La Russie bolchevique signe la paix avec l'Allemagne**

le 3 mars 1918 à Brest-Litovsk en Biélorussie. Cette paix séparée permet aux empires centraux de concentrer leurs forces sur le front occidental, tandis que les Français et les Britanniques se considèrent trahis par leur ancien allié.

3) La cessation des hostilités

Les Allemands relancent la guerre de mouvement au **printemps 1918** par une série d'offensives sur le front occidental : en juin, ils se trouvent à une soixantaine de kilomètres de Paris, comme en 1914. En juillet, les troupes alliées, commandées par le maréchal Foch, passent à la contre-offensive et remportent la seconde bataille de la Marne. À partir du mois d'août, les Alliés ne cessent d'enfoncer les défenses allemandes (ligne Hindenburg) et de progresser en direction du nord et de l'est.

Début octobre, le gouvernement allemand adresse une demande d'armistice au Président américain. Les négociations aboutissent à **la signature d'un armistice, le 11 novembre 1918**, dans un wagon-bureau installé dans la clairière de **Rethondes** (forêt de Compiègne). Si les opérations militaires cessent, la paix n'est pas conclue : elle est toute entière à construire.

C. Guerre et violence de masse

1) Une guerre industrielle

La modernisation et la technicisation de la guerre se produit sur terre, sur mer, sur air. **L'artillerie** est l'arme la plus meurtrière du conflit (les millions d'obus tirés sont à l'origine de 60 % des pertes), tandis que les mitrailleuses crachant 600 coups à la minute rendent infranchissables le *no man's land* qui sépare les lignes de tranchées. De nouvelles armes apparaissent. Les **premiers chars** sont utilisés par les Alliés lors de la bataille de la Somme en septembre 1916 et ils jouent un rôle décisif dans les contre-offensives de l'été 1918. L'arme chimique a été mise au point par les Allemands, bien que les Français utilisent des grenades à gaz lacrymogènes dès août 1914. Les Allemands font usage à partir de 1917 d'un gaz jaune (dit moutarde ou ypérite), diffusé par des obus spécifiques et qui brûle les muqueuses, y compris à travers les vêtements. **Le masque à gaz déshumanisant le visage du combattant devient alors le symbole de cette guerre industrielle.**

La guerre se déroule également sur mers et dans les airs. L'aéronautique réalise d'importants progrès au cours de la guerre et **les combattants du ciel** écrivent la première page de la guerre aérienne. Les grands aviateurs sont héroïsés par la presse (les Français Georges Guynemer et René Fonck,

l'Allemand Manfred de Richthofen). Les combats font rage en mer : une « **guerre sous-marine à outrance** », selon l'expression de l'empereur Guillaume II, est lancée par l'Allemagne contre les navires qui ravitaillent les Alliés en provenance des États-Unis ou des colonies. Les sous-marins allemands U-Boot infligent de lourdes pertes, mais leur blocus échoue en définitive.

2) La violence de l'expérience combattante

La guerre des tranchées se révèle particulièrement traumatisante pour les combattants. La Grande Guerre franchit un seuil dans la brutalité imposée aux soldats, en raison des projectiles qui pulvérisent les corps, broient les membres, détruisent les visages. **Les hommes deviennent des « poilus », des gueules cassées, des malades.** La vie quotidienne dans les tranchées est faite de boue, de rats, d'angoisse de la mort et de l'ensevelissement. Le manque d'hygiène provoque de nombreuses infections. Certains soldats en perdent la raison et présentent des troubles psychiques dénommés « obusite ».

Q ZOOM • Document

La Guerre (Der Krieg) d'Otto Dix

Otto Dix (1891-1969) est un peintre allemand qui a participé à la guerre en première ligne. Il est resté de novembre 1915 à décembre 1916 en Champagne et en Artois. À l'issue du conflit, il est professeur à l'Académie des Beaux-Arts de Dresde. Il y réalise ce triptyque entre 1929 et 1932. Comme les retables du Moyen Âge, ce tableau est composé de trois panneaux et d'une prédelle de taille imposante (deux mètres sur quatre). Le panneau de gauche représente, dans la brume de l'aube, des soldats en armes avec casque et paquetage, marchant dos au spectateur en direction du front. Le panneau central figure un champ de bataille : des ruines, des cendres, des corps déchiquetés et éviscérés par l'artillerie, un squelette. Un unique survivant, avec son groin d'acier, erre impuissant au milieu des cadavres. Le panneau de droite montre un soldat (sous les traits d'Otto Dix lui-même) évacuer des blessés et des morts. Dans la prédelle sont peints des soldats qui se reposent dans les tranchées... ou bien dans un tombeau.

L'œuvre représente l'expérience combattante dans toutes ses dimensions avec un réalisme horrifiant. La composition du tableau forme un cycle infernal de violences sans issue possible, chaque espace étant cloisonné. Dix lui a également donné une signification religieuse. Les soldats exécutés et mutilés sont peints tels des martyrs, sacrifiés à l'image du Christ souffrant sur la croix.

Les **civils** ne sont pas épargnés par cette violence. L'avancée allemande, à l'été 1914, s'est accompagnée d'atrocités contre les populations, de viols et d'incendies de villages. Les civils des départements occupés du nord et de l'est de la France ont été victimes de nombreuses exactions.

3) Le génocide des Arméniens

Les Arméniens constituent **une minorité ethnique et religieuse de l'Empire ottoman** depuis plusieurs siècles. Ils sont environ 2 millions au début du xx^e siècle. Principalement paysans, une partie de la communauté appartient à l'élite marchande et intellectuelle du pays, étroitement liée à l'Europe. Ils ont déjà été victimes de pogroms en 1894-1895. Mais les persécutions se meuvent en génocide à partir de 1915. **La logique génocidaire (→ chapitre 4) est inséparable du contexte guerrier et de la construction nationale turque.** Les « Jeunes Turcs » qui prennent le pouvoir à partir de 1908 rejettent le modèle multiethnique de l'Empire ottoman et promeuvent un État-nation turc, débarrassé de ses éléments prétendus étrangers, les Arméniens, perçus comme des agents des Occidentaux et des Russes.

L'extermination des Arméniens est **secrètement planifiée par le gouvernement jeune turc** (plusieurs documents en attestent) et débute le 24 avril 1915 : les premiers notables sont massacrés. Le génocide se déroule en plusieurs étapes : les hommes sont enrôlés dans l'armée (ce qui était autorisé), puis désarmés et exécutés par petits groupes. Dans les villages, les populations sont déplacées de force : des convois de femmes, vieillards et enfants sont organisés pour déporter les Arméniens dans les déserts de Mésopotamie. Des massacres sont perpétrés tout au long du chemin, et les déportés meurent en masse durant le trajet ou bien dans les camps de concentration où s'achève leur triste périple. Les diplomates étrangers témoignent de ces crimes de masse, mais la guerre empêche toute intervention. En 1915 et 1916, entre 1,2 et 1,5 million d'Arméniens ont été assassinés.

II. La France et les Français dans la guerre

Problématique

- Comment les Français et les Françaises ont-ils été et se sont-ils mobilisés pour l'effort de guerre ? Quelles furent les oppositions à la « dynamique de totalisation » ?

A. L'illusion d'une guerre courte

1) L'Union sacrée

L'attaque allemande du territoire français conduit l'ensemble des forces politiques, sociales et syndicales à taire leurs différends pour s'unir contre l'ennemi : c'est l'**Union sacrée**, proclamée par Raymond Poincaré, président de la République depuis 1913. Contrairement à l'image souvent évoquée, on sait depuis les travaux de l'historien Jean-Jacques Becker que les Français ne partent pas à la guerre « la fleur au fusil ». Ils sont résignés et ont le sentiment de faire leur devoir : défendre la patrie agressée.

Persuadé que la guerre sera courte, le pouvoir parlementaire accepte de se retirer au profit du pouvoir exécutif. Le 5 août 1914, le Parlement autorise le gouvernement à prendre par décret les mesures nécessaires à la défense nationale et ajourne sa session. L'invasion conduit à la suppression de certaines libertés publiques : l'état de siège est déclaré sur l'ensemble du territoire de la République, y compris l'Algérie. Cela donne aux autorités militaires des pouvoirs de police et de justice, permettant d'interdire les réunions, de limiter les déplacements. Avant de se séparer, la Chambre instaure une **censure préventive** : les journaux ont l'obligation de faire viser toute information sur la guerre par le bureau de la presse, dépendant du ministère de la Guerre.

L'essentiel du pouvoir dans cette première phase de la guerre se concentre dans les mains des militaires. La conduite des opérations est confiée à l'état-major du général en chef Joffre à la tête du **Grand Quartier Général (GQG)**. Dans la perspective d'une guerre courte, on consent à la « dictature Joffre ».

2) « Les trois France »

Avec la fixation du front, la France est traversée par une « cicatrice rouge » (Annette Becker). La Grande Guerre divise en effet le pays en trois :

- **au centre, la zone de front**, une bande de 5 à 10 km où se vit l'expérience combattante. Elle relève des autorités militaires et les contacts entre le front et l'arrière sont strictement réglementés. Le courrier est le principal lien des combattants avec l'arrière;
- au nord de la ligne de front, **les territoires occupés par l'Allemagne (environ 10 départements du nord et de l'est)**. Deux millions cinq cent mille civils y sont coupés de leur patrie et de leurs proches. L'occupation est vécue comme un « envahissement du quotidien » (Nicolas Beaupré). Les habitants ne peuvent plus circuler librement, les rassemblements sont interdits, toute correspondance avec la France non occupée est prohibée. Ces territoires sont mis au service de l'effort de guerre allemand. Les vivres sont réquisitionnés, les habitants soumis au travail forcé. Certains sont envoyés travailler dans les usines de guerre en Allemagne;
- au sud du front, **l'arrière**, dont la vie quotidienne est entièrement tournée vers les tranchées. Les civils vivent dans les privations, les pénuries et le rationnement (à partir de 1917, avec la mise en place de cartes d'alimentation). Le prix des denrées essentielles a doublé voire triplé selon les régions;
- les deux millions de réfugiés qui ont fui l'invasion allemande sont dans une situation de grande précarité, malgré l'aide de l'État et des associations philanthropiques.

3) Gouverner en temps de guerre

Après six mois d'enlisement du conflit, le pouvoir de nature dictatorial du généralissime Joffre prend fin, et il est remplacé par le général Nivelle. Le pouvoir militaire s'efface progressivement face au pouvoir civil. Les Chambres siègent à nouveau fin décembre 1914 et durant tout le conflit. Les institutions de la Troisième République continuent de fonctionner : en novembre 1917, le gouvernement de Paul Painlevé est renversé. Le Président Poincaré appelle **Georges Clemenceau** pour le remplacer. Jusqu'en janvier 1920, il cumule la présidence du Conseil et le ministère de la Guerre. Il met toute son énergie dans la conduite de la guerre.

Q ZOOM • Acteur

Georges Clemenceau (1841-1929)

Georges Clemenceau est un personnage politique de premier plan depuis la naissance de la III^e République. Au début du régime, il fait partie des républicains radicaux qui luttent contre les opportunistes et

s'oppose à la conquête coloniale portée par Ferry le Tonkinois. Il a été président du Conseil et ministre de l'Intérieur entre 1906 et 1909, et a réprimé le mouvement ouvrier et les grèves, gagnant sa réputation de « Premier flic de France ».

Au début de la guerre, il critique l'action du gouvernement. Son journal *L'Homme libre* est interdit parce qu'il y avait dénoncé les conditions de transport des blessés évacués du front. Il le rebaptise *L'Homme enchaîné*. Président du Conseil de novembre 1917 à janvier 1920, il est surnommé « le Premier des Poilus ». En effet, alors qu'il est âgé de 76 ans, il se rend régulièrement sur le front, y compris dans les tranchées de première ligne, discute avec les soldats et trinque avec eux. Cette présence sur le terrain lui permet d'apprécier réellement les conditions de vie des soldats. Mais il gouverne avec une main de fer dans un seul but : la victoire.

B. Les Français et les Françaises dans la « dynamique de totalisation »

1) Une économie de guerre

L'occupation d'une dizaine de départements fait perdre à la France une grande partie de ses ressources énergétiques et industrielles, tandis que les usines sont vidées par la mobilisation. Une économie de guerre se met progressivement en place, dans un système qui demeure libéral. Ce sont en effet des entreprises privées qui fournissent à l'État ses biens d'équipement, ses armements (même s'il y a des arsenaux publics), son ravitaillement. Le socialiste Albert Thomas, ministre de l'Armement, réussit à faire **collaborer l'État et le patronat** afin que les industriels (comme Schneider, Hotchkiss, Berliet) puissent répondre aux besoins de la guerre. On parvient ainsi à produire 116 000 obus par jour au début 1916 et 150 000 en juin.

Cet immense effort productif suppose une mobilisation humaine sans précédent. Les femmes entrent massivement dans les industries mécaniques et métallurgiques. **420 000 munitionnettes** travaillent dans les usines de guerre en 1918, soit 15 % de la main-d'œuvre industrielle. Elles connaissent des conditions de travail difficiles en raison de la suspension de la législation sociale, de la pénibilité, de l'amplitude horaire. Il est fait appel à la

main-d'œuvre étrangère : le gouvernement passe des accords avec l'Espagne (100 000 Espagnols travaillent dans l'agriculture pendant la guerre), le Portugal, l'Italie ou encore la Chine (37 000 travailleurs chinois).

Pour financer l'effort de guerre, le gouvernement a recours à des hausses d'impôts et à la multiplication des bons du Trésor, appelés « **bons de la Défense nationale** ».

Q ZOOM • Document

L'affiche du Crédit Lyonnais pour le 4^e emprunt national réalisée par Abel Faivre en 1918

Quatre campagnes d'emprunts nationaux sont lancées en novembre 1915, octobre 1916, 1917 et 1918. Acheter un bon du Trésor revient à devenir créancier de l'État, qui s'engage à rembourser l'acheteur et à lui verser des intérêts régulièrement. L'épargne des Français a été mobilisée pour l'économie de guerre. Ces emprunts de la Défense nationale font l'objet d'une propagande par le biais de milliers d'affiches, comme celle réalisée par Abel Faivre en 1918 pour le Crédit Lyonnais. Elle représente un guerrier français armé d'un glaive faisant face à l'aigle allemand qui tente de lui arracher le drapeau tricolore.

Il s'agit de mobiliser les civils à l'arrière pour soutenir l'effort des poilus au front. Des milliards de francs ont été ainsi collectés au cours du conflit, y compris dans l'Empire (essentiellement les Français d'Algérie).

Comme la Grande-Bretagne, la France bénéficie des **prêts accordés par les États-Unis**. Ainsi, la guerre totale est largement financée à crédit, ce qui est lourd de conséquences pour l'après-guerre.

2) Les colonies au secours de la métropole

Les colonies sont mises au service de l'économie de guerre, et le travail forcé se généralise. Les productions locales sont poussées, en partie réquisitionnées, les ressources minières exploitées. En 1916, un **Service de l'organisation des travailleurs coloniaux** (SOTC) est créé pour recruter et acheminer la main-d'œuvre coloniale. À leur arrivée en métropole, l'état de santé des indigènes est contrôlé. S'ils sont déclarés aptes, ils reçoivent un numéro d'immatriculation et sont affectés à un camp de travail selon leur compétence

(aux champs ou à l'usine). Ils vivent dans des quartiers gardés et à l'écart du reste de la population. En 1918, on recense 78 000 Algériens, 35 000 Marocains, 28 000 Tunisiens, 50 000 Indochinois, 6 000 Malgaches.

Outre les travailleurs coloniaux, environ **560 000 soldats indigènes ont été mobilisés** (170 000 Algériens, 80 000 Tunisiens, 40 000 Marocains, 49 000 Indochinois, 40 000 Malgaches, et 180 000 originaires d'AOF et d'AEF). En Afrique occidentale française (AOF), les recrutements forcés conduisent à une importante révolte en ouest-Volta entre novembre 1915 et juillet 1916. Clemenceau procède à une nouvelle campagne de recrutement en 1918 en envoyant le député sénégalais **Blaise Diagne** avec le titre de « commissaire de la République ». Pour enrôler les indigènes, il effectue une vaste tournée de propagande, autour du slogan « s'engager, c'est s'intégrer ». De nouveaux avantages pécuniers sont proposés aux incorporés et Diagne dispose de financements à accorder aux chefs africains pour le recrutement.

3) Une culture de guerre

En raison de la **censure de la presse**, les Français ont peu accès aux informations concernant les opérations militaires. Les articles visent à soutenir le moral de la population et des troupes. Toutes les productions culturelles sont orientées par la guerre : le théâtre, le cinéma, les chansons, la littérature. Claude Debussy compose par exemple un chant patriotique intitulé *Noël pour les enfants qui n'ont plus de maison*. Des fêtes patriotiques sont organisées, comme les « journées du Poilu ». Les jouets, la vaisselle, de multiples objets de la vie courante sont marqués par l'univers guerrier.

Il ne faut pas y voir un endoctrinement de la société civile imposé par les cercles dirigeants, mais au contraire une **mobilisation** en partie spontanée du front intérieur pour la victoire.

C. Subir, tenir, refuser la guerre

1) Comment tenir au front ?

Environ 8,7 millions d'hommes ont été mobilisés au cours de la guerre, soit les trois quarts de la population masculine âgée de 20 à 55 ans. Toutefois, les soldats qui ont réellement combattu en première ligne représentent 3 millions de personnes, les autres ayant été affectés à l'intérieur. L'importance des pertes conduit à incorporer toujours plus d'hommes, y compris des réformés, des aliénés, et à traquer les « embusqués » (loi Dalbiez d'août 1915).

La question de savoir comment les combattants ont pu tenir face à une telle violence a été l'objet d'importants **débats historiographiques** : « **l'école du consentement** », représentée par Stéphane Audoin-Rouzeau, Jean-Jacques Becker et l'Historial de Péronne, soutient que le consentement est le produit d'une culture de guerre et patriotique inculquée dès l'enfance à l'école, puis à la caserne, aux hommes qui ont fait leur devoir. Cette thèse a été combattue par « **l'école de la contrainte** », représentée par Rémy Cazals, Frédéric Rousseau ou André Loez. Ils soulignent le poids de la contrainte disciplinaire sur les soldats et la multiplicité des refus de guerre.

Aujourd'hui, les historiens insistent sur la **pluralité des facteurs** explicatifs et sur la variété des comportements au front. Le sentiment patriotique, réel au début du conflit, a décliné avec l'enlisement de la guerre de position. La haine du Boche a pu s'émousser face au sort du soldat adverse partageant la même condition (trêves de Noël et rares scènes de fraternisation). Certains ont trouvé secours dans la religion, ou la superstition. La contrainte disciplinaire a été une réalité : des hommes ont été fusillés pour l'exemple pour avoir déserté, abandonné leur poste, s'être mutilés... Les liens de camaraderie ont été essentiels, pour des hommes majoritairement issus du monde rural, du même village, et partageant une expérience commune. Il n'en demeure pas moins des comportements déviants : prolonger une permission, ne pas monter au front, s'infliger des blessures volontairement sont autant de comportements de **refus de guerre**.

2) Grèves et mutineries

Q ZOOM • Événement

1917, année terrible

Malgré l'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917, le conflit continue de s'enliser : l'offensive Nivelle du Chemin des dames, qui débute le 16 avril, présentée comme le combat décisif, se solde par un échec. L'allié italien vient lui aussi de subir une lourde défaite contre les armées austro-hongroises près de Caporetto (octobre-novembre). Dans le même temps, la Russie s'est prononcée pour une « paix sans annexion ni indemnités ».

Ce contexte troublé contribue à expliquer le déclenchement concomitant d'un mouvement de grèves à l'arrière et de désobéissances collectives au front (mutineries). Des tracts circulent qui réclament « À bas la

guerre, vive la paix ! ». Les discours pacifistes se multiplient. C'est dans ce contexte difficile que Clemenceau est nommé président du Conseil en novembre.

À l'arrière, plusieurs **vagues de grèves** éclatent à partir du 1^{er} mai 1917 à Paris, portées par les ouvrières textiles (« midinettes ») et les « munitionnettes », puis en province. Elles réclament de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaires. Ces mouvements sont connus au front et contribuent à expliquer le développement des **mutineries**. Selon André Loez, elles ont concerné un soldat sur 15 ou 20. Elles sont caractérisées par un refus de partir dans les tranchées, par des réunions et manifestations, des pétitions et distributions de tracts. Les revendications sont essentiellement pacifistes, et les formes violentes sont rares. Elles ont été réprimées par la hiérarchie militaire (les leaders sont arrêtés et condamnés en conseil de guerre), mais les autorités ont également négocié et temporisé.

3) Le développement du pacifisme

Un courant pacifiste se développe à partir de 1916. Il demeure minoritaire, mais gagne du terrain en 1917. Des intellectuels comme **Romain Rolland** ou l'institutrice **Hélène Brion** diffusent des écrits pacifistes. Ils sont combattus par les autorités civiles et militaires qui l'assimilent au défaitisme. Hélène Brion est arrêtée en novembre 1917 et condamnée à trois ans de prison avec sursis pour avoir distribué des brochures pacifistes.

III. Construire la paix, un enjeu transnational

Problématique

- Comment les vainqueurs du conflit ont-ils tenté de construire un nouveau système international pour garantir une paix durable ?

A. Le bilan de la guerre

1) Une saignée démographique

La Première Guerre mondiale a fait environ **18 millions de morts dans le monde**, dont 2 millions d'Allemands, 1,6 million de Français, 900 000 Britanniques, plus de 3 millions de Russes. Ces morts sont principalement des militaires, mais certaines populations civiles ont été particulièrement touchées comme en Russie en raison de la guerre civile et dans l'empire ottoman (génocide des Arméniens). À ces morts s'ajoutent les 30 millions de blessés et d'invalides, les 4 millions de veuves et orphelins.

Les conséquences démographiques sont profondes sur le long terme. La saignée démographique conduit au phénomène des « **classes creuses** » du fait de la mortalité d'hommes jeunes en âge de procréer et de la baisse du taux de natalité durant la guerre. Le déséquilibre homme/femme rend pérenne la baisse de la natalité. En France, la population n'a retrouvé son seuil de 40 millions d'habitants d'avant la Première Guerre mondiale qu'au début des années 1950.

2) Des ruines

L'Europe, qui a été le principal théâtre des opérations, est dévastée, **la France tout particulièrement**. À l'inverse des territoires américains, allemand et la Grande-Bretagne n'ont aucune destruction matérielle. Le retrait des troupes ennemies du sol français laisse un paysage de ruines : des villes comme Lens, Soissons, Saint-Quentin, Arras ou Reims sont en très grande partie détruites. Dans les départements du nord et de l'est, 3 millions d'hectares de terres cultivables sont inutilisables, 600 000 maisons d'habitations rasées, ainsi que des milliers d'usines, de kilomètres de routes, de voies ferrées. Les deux millions de réfugiés qui ont fui l'avance allemande ne peuvent rentrer dans leurs foyers qui n'existent plus.

3) De nouveaux équilibres mondiaux

À l'issue du conflit, l'Europe, pays vaincus et victorieux confondus, est saignée démographiquement, épuisée économiquement, endettée financièrement, rongée par l'inflation. La Grande guerre a stimulé le développement des pays neufs extra-européens, ainsi que le Japon et les **États-Unis** qui sont en situation de **première puissance économique mondiale**. De débiteurs de l'Europe en 1914, ils sont devenus ses créanciers en 1918. Les Européens ont dû vendre une grande partie de leurs valeurs américaines et ont contracté d'importantes dettes à leur égard. 9 milliards et demi de dollars ont été prêtés aux Alliés par le Trésor américain entre avril 1917 et novembre 1918.

La guerre a par ailleurs fait **chuter trois empires** : l'Empire austro-hongrois, l'Empire ottoman et le Deuxième Reich allemand.

Q ZOOM • Événement

La naissance de la République de Weimar (novembre 1918-janvier 1919)

Le 9 novembre 1918, l'empereur Guillaume II abdique alors que le pays est en pleine révolution. Celle-ci a éclaté à Kiel le 3 novembre, où la flotte s'est mutinée avec le soutien des ouvriers des chantiers navals. Dans les jours qui suivent, l'insurrection gagne le pays. Le 9 novembre, à Berlin, la République est proclamée. Le pouvoir est confié au parti social-démocrate allemand (SPD) qui souhaite l'élection d'une assemblée constituante pour définir la nature du nouveau régime. Il est contesté à l'extrême-gauche par les « spartakistes », dirigés par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, qui souhaitent une révolution bolchevique en Allemagne. Ils forment le parti communiste allemand (KPD) et tentent de prendre le pouvoir à Berlin en janvier 1919.

La révolution spartakiste est écrasée dans le sang entre janvier et mars 1919 par les Corps francs, des officiers et des soldats démobilisés recrutés par le gouvernement. Liebknecht et Luxemburg sont exécutés ainsi que nombreux communistes. Dans le même temps, une assemblée constituante est élue et une constitution, rédigée à Weimar, est adoptée en août. Elle fonde un régime parlementaire avec deux assemblées (le Reichsrat, qui représente les Länder, et le Reichstag, chambre des députés, élue pour 4 ans au suffrage universel direct). Le gouvernement est responsable devant le Reichstag qui peut le renverser. Le pouvoir exécutif est confié au président du Reich qui dispose de pouvoirs importants : élu pour sept ans au suffrage universel direct, il a un droit de veto suspensif sur les lois. Il est le chef suprême de l'armée. Il peut soumettre au référendum toute loi votée par le Reichstag.

B. Négocier la paix

1) Les « Quatorze points » de Wilson











L'armistice du 11 novembre 1918 suspend les combats mais ne définit pas la paix. Celle-ci est négociée à Paris, à partir de janvier 1919. La **Conférence de la paix** rassemble les représentants de 27 nations alliées et 4 dominions britanniques, mais ni la Russie, qui a signé une paix séparée, ni les vaincus. C'est un **Conseil des Quatre** qui règle les principaux problèmes, rassemblant le Président Wilson pour les États-Unis, Clemenceau pour la France, le Premier ministre britannique Lloyd George et Vittorio Emanuele Orlando pour l'Italie.

Wilson a défini dans son discours au Congrès du **8 janvier 1918** ses propositions pour la paix en « **Quatorze Points** ». Les cinq premiers énoncent les principes d'une nouvelle diplomatie, qui ne soit plus secrète. Elle reposerait sur la liberté absolue de navigation sur mer, la suppression des barrières économiques, la réduction des armements, le règlement des questions coloniales en tenant compte à la fois du vœu des populations et des revendications des métropoles. Les points 6 à 13 évoquent le règlement des litiges territoriaux selon **le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes** : restitution de l'Alsace-Lorraine à la France, reconstitution de la Pologne, indépendance des nationalités d'Autriche-Hongrie, libération des peuples sous domination turque... Le quatorzième point prévoit **la création d'une « association générale des nations »**, « *ayant pour objet d'offrir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux petits comme aux grands États* ».

Or ce programme n'est pas accepté par tous les vainqueurs. Les Français veulent que l'Allemagne paie pour tous les dommages subis. Le Royaume-Uni partage les vues françaises, mais n'est pas favorable à toutes leurs revendications. Les Italiens souhaitent que les Alliés honorent leurs promesses de concessions territoriales. Ils obtiennent le Trentin autrichien, mais l'Istrie et la côte dalmate sont attribués à la Yougoslavie. Orlando quitte la Conférence et les nationalistes italiens de Gabriele **D'Annunzio parlent de « victoire mutilée »**. À la tête d'une troupe de **arditi** (soldats démobilisés de l'armée italienne), il s'empare de la ville de Fiume le 12 septembre 1919.

2) Les traités de paix redessinent la carte de l'Europe



- | | | | |
|---|---|---|--|
|  | États vainqueurs |  | Principales régions rattachées ou partagées après plébiscite |
|  | États vaincus |  | Zone démilitarisée |
|  | Sous contrôle de la Société des Nations |  | Zone contestée |
|  | Nouveaux États |  | Guerre |
|  | Frontières avant 1914 |  | Frontières en 1923 |

L'Europe en 1923

Le principal traité de paix est le **traité de Versailles (28 juin 1919)**, mais un ensemble de textes, surnommés « traités de la région parisienne », redessine la carte de l'Europe, du Proche et du Moyen-Orient : le traité de Saint-Germain avec l'Autriche (10 septembre 1919), celui de Trianon avec la Hongrie (4 juin 1920), le traité de Neuilly avec la Bulgarie (27 novembre 1919) et le traité de Sèvres (11 août 1920) concernant l'Empire ottoman.

L'Allemagne perd 15 % de son territoire et un dixième de sa population. **Elle restitue à la France l'Alsace-Moselle** et est amputée de la Sarre pour une durée de 15 ans (le charbon de cette région étant exploité par la France). À l'est, pour permettre la reconstitution d'un État polonais disposant d'un accès à la Baltique, l'Allemagne cède la Posnanie et une partie de la Prusse orientale correspondant au **corridor de Dantzig**. Son port devient une « ville libre ». Elle perd la totalité de ses colonies, confiées en mandat par la SDN aux puissances victorieuses. **L'Allemagne est désarmée**, la Rhénanie est démilitarisée. Le service militaire est supprimé et son armée limitée à 100 000 hommes. **L'article 231 du Traité de Versailles** désigne l'Allemagne et ses alliés comme agresseurs, seuls et uniques responsables de la guerre, ce qui fonde juridiquement le paiement des **Réparations**, définies par une Commission interalliée en 1921.

L'Empire austro-hongrois est démantelé et aboutit à la création de nouveaux États : outre l'Autriche et la Hongrie, naissent la **Tchécoslovaquie**, la **Pologne**, la **Yougoslavie**. L'Empire ottoman perd ses possessions européennes, ne conservant qu'Istanbul, ainsi que le Moyen-Orient passé sous mandat français (Syrie, Liban) ou anglais (Irak, Palestine, Transjordanie).

Q ZOOM • Document

Le traité de Versailles (28 juin 1919)

Le traité de Versailles est le fruit d'un compromis entre les puissances victorieuses, sans que l'Allemagne n'ait été consultée. Elle reçoit le projet le 7 mai, peut proposer des observations, mais dispose de sept jours après l'adoption du texte définitif pour l'accepter sous peine d'invasion. Le traité est signé le 28 juin 1919 dans la galerie des Glaces du château de Versailles à l'endroit où avait été proclamé le deuxième Reich en 1871 dans une mise en scène particulièrement humiliante pour la délégation allemande. Le poids de cette signature forcée est considéré comme un « *Diktat* » qui pèsera lourd dans l'avènement du nazisme.

Dès les négociations, le traité est critiqué. Les diplomates et les experts ont pourtant tenté de trouver des solutions afin de satisfaire au mieux les parties en présence et de respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Certes le « révisionnisme », c'est-à-dire la volonté de réviser les traités de paix, devient le mot d'ordre des vaincus. Mais l'échec n'était pas inscrit dans le traité. Il ne faut donc pas établir de causalité directe entre le traité signé à Versailles et l'attaque de la Pologne par l'Allemagne nazie en 1939. Ce serait oublier les conséquences dévastatrices sur l'économie et la société allemandes de la crise de 1929.

3) La création de la Société des Nations (SDN)

Pour garantir la paix et instaurer le nouvel ordre mondial fondé sur le droit et la démocratie, Wilson propose de créer une organisation internationale. Le **Pacte de la Société des Nations** (26 articles de la première partie du traité de Versailles) définit ses objectifs : faire triompher le principe de la **sécurité collective**. Elle s'organise autour de trois institutions :

- l'Assemblée générale, où tous les États membres sont représentés sur un pied d'égalité. Elle regroupe à l'origine 42 pays, dont 26 non-européens ;
- le Conseil, composé de membres permanents (les puissances victorieuses) et non permanents ;
- le Secrétariat général qui effectue le travail quotidien au siège de la SDN à Genève.

Des organismes auxiliaires ont été créés pour remplir ses différentes missions : une Organisation internationale du travail (OIT), une Commission des mandats (pour les territoires coloniaux dont l'administration lui a été confiée), une Commission internationale de coopération intellectuelle... En 1922 est instituée une Cour permanente de justice internationale.

La SDN dispose de **moyens non-coercitifs pour le maintien de la paix** : les signataires du Pacte s'engagent à recourir à l'arbitrage et la conciliation en cas de conflit ou de litige territorial. En cas d'agression, l'article 16 autorise les États membres à prendre des sanctions économiques et financières contre l'État reconnu comme agresseur mais leur participation à une action militaire reste facultative. Cependant, sa principale faiblesse réside dans **la non-adhésion des États-Unis**. Wilson reçoit le Prix Nobel de la paix en 1920 mais le Sénat américain, isolationniste, ne ratifie pas le traité de Versailles.

C. L'impossible sortie de guerre

1) Les poussées nationalistes

Les traités de paix n'ont pas résolu la **question des nationalités** des anciens empires. La Yougoslavie est un État multiethnique, où subsistent des rivalités ethniques et religieuses. En Tchécoslovaquie cohabitent sept millions de Tchèques, trois millions d'Allemands installés dans la région des Sudètes, trois millions de Slovaques, mais aussi des Hongrois et des Polonais.

Les territoires colonisés n'obtiennent pas l'indépendance, contrairement à leurs espérances. Cela suscite plusieurs poussées nationalistes, violemment réprimées. En Inde par exemple en avril 1919, dans la ville d'Amritsar au Penjab, les troupes britanniques ouvrent le feu sur une manifestation contre la déportation de deux dirigeants nationalistes. Au moins 400 civils sont tués. Au Moyen-Orient, les nationalistes arabes n'ont pas été écoutés : les Français imposent par les armes leur mandat sur la Syrie et le Liban. En **Palestine, devenue mandat britannique**, des conflits éclatent entre Arabes et Juifs, les Britanniques tentant de concilier la promotion d'un « **foyer national juif** » (déclaration Balfour de 1917) avec l'hostilité des Arabes (→ *chapitre 10*).

Q ZOOM • Document

La déclaration Balfour (2 novembre 1917)

Durant la guerre, les accords Sykes-Picot de 1916 prévoient un partage entre la France et l'Angleterre des territoires ottomans du Proche et Moyen-Orient. Les Britanniques envisagent dès cette époque le contrôle de la Palestine, territoire stratégique pour leurs intérêts, entre l'Égypte et l'Irak. Ce projet rencontre les intérêts du milieu sioniste, défendus en Angleterre par Chaïm Weizmann, un chimiste bien introduit dans les milieux politiques britanniques. Il est convaincu que la réussite du projet sioniste passe par une alliance avec les Britanniques et il effectue des démarches en ce sens auprès de Lord Balfour, ministre des Affaires étrangères, et de Lloyd George. La déclaration Balfour a été rédigée à la fois par des dirigeants sionistes et des personnalités du Cabinet de guerre. Le texte se présente sous la forme d'une lettre envoyée par Balfour à Lord Lionel Walter Rothschild, l'un des fervents animateurs du projet sioniste, en date du 2 novembre 1917. Le ministre

y écrit que le gouvernement britannique soutient l'établissement d'un « foyer national juif » en Palestine. Le texte est publié quelques jours plus tard et il suscite immédiatement l'hostilité des Arabes.

2) Le révisionnisme turc

L'écrasement de l'Empire ottoman a entraîné en Turquie **un mouvement nationaliste et révisionniste canalisé par Mustafa Kemal** (→ *chapitre 10*). Il chasse le sultan qui a signé le traité de Sèvres d'août 1920, proclame en 1923 la République de Turquie et entreprend une guerre contre la Grèce et les Arméniens pour recouvrir les territoires perdus. Les Arméniens sont battus par les Turcs, qui signent un traité d'amitié et de fraternité avec la Russie en mars 1921. L'État arménien indépendant disparaît de la carte, partagé entre l'URSS et la Turquie. La guerre contre les possessions grecques est marquée par des massacres. **En septembre 1922, la ville de Smyrne est incendiée, des chrétiens, Arméniens et Grecs massacrés.** La ville est rebaptisée Izmir et entièrement musulmane.

En juillet 1923, le **traité de Lausanne** acte les conquêtes turques et organise les transferts de population entre la Grèce et la Turquie. Bien plus favorable à la Turquie, il annule celui de Sèvres.

3) Les guerres civiles russes

La Russie est plongée dès 1918 dans une série de conflits meurtriers. Une guerre civile oppose **les Russes « blancs », soutenus par les Alliés, aux bolcheviques**. Une deuxième série d'affrontements est consécutive à l'éclatement de l'empire des tsars. Après la révolution d'Octobre, Lénine a pris un « décret sur les nationalités » reconnaissant la souveraineté des peuples de l'empire : les Polonais, les Finnois, les Baltes, les Ukrainiens, les Azéris, ou encore les Géorgiens se déclarent indépendants. Or pour lutter contre les Blancs, le gouvernement bolchevique a besoin des ressources de ces territoires, qu'il faut reconquérir. La guerre russo-polonaise est particulièrement violente. Elle s'achève par une victoire polonaise actée par le traité de Riga en 1921. L'Ukraine est vaincue mais les trois États baltes conservent leur indépendance. Le troisième front est un front intérieur : les populations paysannes se révoltent à plusieurs reprises contre les réquisitions des autorités, qu'elles soient rouges ou blanches.

Le gouvernement bolchevique crée l'**Armée rouge** et prend des mesures extraordinaires pour faire face à la situation : c'est le « **communisme de guerre** ». L'économie est nationalisée, les produits de consommation rationnés. Les

réquisitions forcées de blé conduisent à des famines localisées en 1921-1922. Une dictature politique se met en place : tous les partis et syndicats non-bolchéviques sont interdits. Léon Trotski institue **une police politique, la Tcheka**, pour lutter les opposants. Des camps de « travail correctif » pour les « contre-révolutionnaires » et « ennemis de classe » sont ouverts.

Vocabulaire à maîtriser

- * **Génocide** : extermination intentionnelle, planifiée et méthodique, d'un groupe humain en raison de sa religion, sa race, son ethnie.
- * **Guerre de mouvement** : stratégie militaire qui repose sur les déplacements et la mobilité des troupes et de leur artillerie pour remporter des batailles.
- * **Guerre de position** : à la différence de la guerre de mouvement, elle consiste en des affrontements sur une ligne de front, figée, où les combattants s'enterrent dans des tranchées séparées par un no man's land.
- * **Mutinerie** : refus délibéré d'obéir à la hiérarchie militaire au front, ou bien sur des navires de guerre.
- * **Révisionnisme** : attitude des États et/ou des individus qui refusent le contenu des traités de paix de 1919-1920 et entreprennent des actions pour les modifier.
- * **Sionisme** : théorisée par le journaliste austro-hongrois Théodor Herzl à la fin du XIX^e siècle (*L'État des Juifs* publié en 1896, premier congrès sioniste à Bâle en 1897), doctrine qui prône le retour du peuple juif sur des terres qu'il considère lui appartenir historiquement (Palestine) et la création d'un État juif. C'est un nationalisme juif.
- * **Soviet** : dans la Russie bolchevique, conseil rassemblant des délégués d'ouvriers, de paysans et/ou de soldats.

Documents ressources

- *La Guerre* d'Otto Dix.
- Lettres de poilus.
- Affiches de propagande pour les emprunts nationaux en France.
- Extraits du Traité de Versailles.
- La déclaration Balfour (2 novembre 1917).
- Les « Quatorze Points » du Président Wilson.
- Rapport du consul américain en poste à Alep, Jesse B. Jackson, du 5 juin 1915, attestant l'exécution massive des Arméniens de l'empire ottoman.

Citations

« Ce n'est pas en bêlant la paix qu'on fait taire le militarisme prussien [...]. Ma politique étrangère et ma politique intérieure, c'est un tout. Politique intérieure, je fais la guerre ; politique extérieure, je fais toujours la guerre. »

Discours de Georges CLEMENCEAU à la Chambre des députés
le 8 mars 1918.

« Il faut qu'une société des nations soit constituée en vertu de conventions formelles ayant pour objet d'offrir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux petits comme aux grands États. »

Woodrow WILSON, Discours au Congrès du 8 janvier 1918.

« ...L'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés. »

Article 231 du Traité de Versailles, 28 juin 1919.

« Le gouvernement de sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif. »

Lettre d'Arthur BALFOUR, secrétaire d'État aux Affaires étrangères,
à Lionel Walter Rothschild, 2 novembre 1917.

« Depuis vingt ans, malgré la vie, les douleurs
et les bonheurs, je ne me suis pas lavé
de la guerre. L'horreur de ces quatre ans
est toujours en moi. »

Jean Giono, « Je ne peux pas oublier »,
Europe n° 143, novembre 1934.

« Jamais n'a été infligée à un peuple, avec plus
de brutalité une paix aussi accablante et aussi
ignominieuse qu'au peuple allemand la paix honteuse
de Versailles. »

Bernard VON BÜLOW, ancien chancelier de Guillaume II,
Mémoires, tome III, 1931.

Pour aller plus loin

■ Sélection bibliographique

- AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.
- BEAUPRÉ Nicolas, *Les Grandes guerres. 1914-1945*, Paris, Belin, 2014.
- LOEZ André (sous la direction de), *Mondes en guerre. Volume III : Guerres mondiales et impériales. 1870-1945*, Paris, Ministère des Armées et Passés Composés, 2020.
- BOZARSLAN Hamit, DUCLERT Vincent, KÉVORKIAN Raymond H., *Comprendre le génocide arménien de 1915 à nos jours*, Paris, Tallandier, 2022.
- BENSOUSSAN Georges, *Les origines du conflit israélo-arabe (1870-1950)*, Paris, PUF, collection « Que sais-je ? », 2023.

■ Ressources internet

- www.cheminsdememoire.gouv.fr
 - ✦ Le site du ministère des Armées qui contient de nombreuses pages consacrées à la Grande guerre.
- www.historial.fr/ressources/collections-et-documentations/ressources/
 - ✦ Le site de l'Historial de la Grande Guerre à Péronne.
- histoire-image.org/albums/grandes-phases-premiere-guerre-mondiale

- ✦ Un dossier iconographique et commenté sur les grandes phases de la Grande guerre sur le site « L'Histoire par l'image ».
- <https://enseignants.lumni.fr/parcours/1263/l-histoire-du-genocide-des-armeniens-de-1915-1916.html>
 - ✦ Un dossier sur l'histoire du génocide des Arméniens sur le site Lumni.

Croissances et crises (1919–1939)

L'essentiel à retenir

- Après une courte crise de reconversion, les sociétés occidentales connaissent une ère de Prospérité, mais cette croissance demeure fragile.
- Le krach boursier de Wall Street le 24 octobre 1929 déclenche une crise économique mondiale qui met un frein à une décennie d'expansion. Les politiques de lutte contre la crise (New Deal aux États-Unis, Front populaire en France) ne parviennent que partiellement à limiter ses conséquences sociales.
- La crise économique se meut en crise sociale et politique : de nombreuses démocraties voient la montée de l'antiparlementarisme et des mouvements d'extrême-droite à l'image de la République de Weimar avec l'avènement du nazisme.
- Le militarisme japonais mène à l'attaque de la Chine en 1937. En Europe, le bellicisme de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie remet en cause la sécurité collective. La SDN est impuissante face à la montée des tensions internationales.

Dates clefs

- **1925** : accords de Locarno
- **1926** : entrée de l'Allemagne à la SDN
- **1928** : pacte Briand-Kellogg
- **24 octobre 1929** : « Jeudi noir » à Wall Street
- **6 février 1934** : manifestation à Paris des ligues factieuses
- **Oct. 1935-mai 1936** : Mussolini conquiert l'Éthiopie
- **Mai 1936** : victoire du Front populaire aux élections législatives en France
- **1936-1939** : guerre d'Espagne
- **1937** : le Japon attaque la Chine
- **29 septembre 1938** : accords de Munich
- **23 août 1939** : pacte germano-soviétique
- **1^{er} septembre 1939** : Hitler attaque la Pologne

Principaux acteurs

- BLUM, Léon (1872-1950)
- BRIAND, Aristide (1862-1932)
- DALADIER, Édouard (1884-1970)
- FRANCO, Francisco (1892-1975)
- HITLER, Adolf (1889-1945)
- MUSSOLINI, Benito (1883-1945)
- ROOSEVELT, Franklin Delano (1882-1945)
- STALINE, Joseph Vissarionovitch Djougachvili dit Staline (1879-1953)

Mise au point historiographique

■ La crise de 1929, une crise globale

La crise économique des années 1930 a frappé les contemporains par son intensité. On ne considère plus aujourd'hui que le krach boursier de Wall Street soit à l'origine de la crise. Il en est l'événement déclencheur. On souligne davantage les limites de la Prospérité des années 1920. La crise est désormais pensée comme une crise globale, à la fois économique, sociale, culturelle et politique qui a bouleversé les équilibres internationaux et fait voler en éclat les espoirs d'une sécurité collective garantie par la SDN.

Si elle peut apparaître comme l'une des conséquences à long terme des bouleversements engendrés par la Grande guerre, il faut se garder de toute téléologie. Certes, l'historien allemand Ernst Nolte a parlé d'une « guerre civile européenne » entre 1917 et 1945 (titre d'un ouvrage publié en 1987), mais la crise de 1929 n'a pas entraîné le monde dans la Seconde Guerre mondiale